

2.1.2.3. Appui à la Cellule de suivi opérationnel des programmes de lutte contre la Pauvreté rendue plus fonctionnelle

Un portefeuille d'études est en cours de réalisation dans le cadre du processus de renforcement des capacités opérationnelles de pilotage de la cellule de suivi opérationnel des projets et programmes de lutte contre la pauvreté. Il s'agit de l'étude sur le système de suivi des programmes de lutte contre la pauvreté, de la cartographie des interventions des PLCP et de la stratégie de communication pour l'ensemble des PLCP. En ce qui concerne l'étude sur le système de suivi informatisé des PLCP, la phase test de l'application qui permet de mesurer le degré de stabilité du système est achevée. Le consultant a déposé la version finale de l'étude et est en train de finaliser le guide d'exploitation de l'application. Un atelier de restitution et de partage est prévu dans le courant du premier trimestre 2006 avec la participation de tous les partenaires.

S'agissant de la cartographie, le rapport provisoire a été déposé. Il reste à finaliser la version cartographiée de l'ensemble des réalisations des PLCP pour l'année 2005. Il importe de préciser que la cartographie a été réalisée sur la base d'un cadre de partenariat entre le PAREP et le Centre de Suivi Ecologique (CSE). L'avantage de ce partenariat réside dans le fait que le (CSE) prend en charge toutes les formations liées à cette activité ainsi que la diffusion des produits. Un atelier national de restitution est prévu dans le courant du premier trimestre 2006.

Le PAREP a également pris une part active au processus d'élaboration des études comparatives sur des composantes des PLCP., à savoir : le Renforcement des capacités et la microfinance. Il a accompagné le processus de collecte des données sur le terrain en mettant les consultants en contact avec les coordonnateurs d'Antennes. La coordination a également contribué au processus technique de validation des documents et pris part à l'atelier national de restitution et de partage organisé à l'Hôtel NGor Diarama du 16 au 17 novembre 2005.

En ce qui concerne le plan de communication des PLCP entièrement financé par le PAREP à hauteur de 5000.000 FCFA couvrant les honoraires du consultant et les frais d'élaboration de supports, le consultant a déposé son rapport provisoire qui a été transmis à l'ensemble des PLCP pour observations. Le document final devra être achevé au plus tard en fin janvier 2006.

Un protocole de partenariat a également été signé entre le PAREP et l'artiste Coumba Gaolo SECK nommée ambassadrice du programme. l'objectif visé est de permettre une meilleure visibilité des réalisations du programme et d'accompagner le PAREP et le PNUD dans des actions médiatiques de sensibilisation des populations sur les questions de pauvreté. Ce

protocole a fait l'objet d'une cérémonie de signature publique dans les locaux du PNUD présidée par Madame le Ministre de la Femme, de la Famille et du Développement Social. L'artiste a ainsi accompagné le programme lors de la mission de revue à mi- parcours du FDL et de visite des réalisations du PAREP dans l'axe Louga, Saint-Louis-Matam. Elle a, à cette occasion, fait des prestations sous forme de play-back qui ont été fort bien appréciées par les populations. Elle a également pris part à la cérémonie d'inauguration de deux salles de classe construites à l'école de Thieppe et de remise de certificats de financement aux mutuelles Calebasse, Natangué et des Handicapés. Cette cérémonie était présidée par le Ministre de La Femme, de la Famille et du Développement Social en présence du Ministre Délégué Chargé de la Pédagogie.

Dans le cadre d'un clip qu'elle compte réaliser, un contrat a été signé entre l'artiste et le PAREP pour accompagner le programme dans ses activités de sensibilisation sur les questions de pauvreté et autres thèmes connexes tels que la délinquance juvénile, la drogue, le SIDA etc. Il s'agit d'assurer la visibilité des actions du PNUD et du PAREP en matière de lutte contre la pauvreté.

Dans le but de rationaliser les ressources du programme et bâtir le processus de mise en œuvre sur des bases de synergie et de cohérence avec les autres intervenants sur le terrain, une matrice opérationnelle des interventions a été réalisée au niveau de chaque zone de concentration du programme.

Dans le cadre de la Conférence des Ministres Africains Chargés de la Femme tenue à Dakar, le programme a acheté un encart publicitaire sur la plaquette élaborée à cet effet.

L'ensemble de ses activités stratégiques est résumé dans le tableau ci-après :

Résumé analytique des réalisations sur les composantes : dialogue des politiques et suivi de la pauvreté et des conditions de vie.

Axes stratégiques	Produits escomptés	réalisations	Indicateurs/moyens de vérification	Observations
1. Dialogue des politiques pour le développement humain durable.	1.1. Le RNDH finalisé et diffusé	La version définitive est, à présent, achevée et le processus d'impression a été engagé. Un appel d'offre a été lancé et la réunion de dépouillement et de sélection a été tenue au terme de laquelle un consultant a été sélectionné.	Rapport final disponible Contrat pour impression signé	Lancement prévu dans le courant du mois de mars 2006 sous la présidence du Chef de l'Etat.
	1.2. Le processus d'élaboration des OMD est achevé	Le programme a financé un atelier d'élaboration du rapport genre et OMD (notamment l'OMD 3) tenu à Saly en prenant en charge les participants et les 3 consultants recrutés à cet effet.	Rapport de l'atelier disponible	Le programme s'est engagé à financer la partie « costing » du rapport. La Direction de la Famille qui pilote l'étude est en train d'élaborer les termes de référence.
2. Suivi de la pauvreté et des inégalités	2.1. cellule de suivi de la stratégie de réduction de la pauvreté rendue opérationnelle	Les consultants commis pour réaliser les matrices de comptabilités sociales dans les régions ont déposé leurs rapports.		Les contrats des consultants ont pris fin en décembre 2005. Le travail n'étant pas terminé, il est possible que les contrats soient renouvelés pour finaliser le rapport si les fonds sont disponibles.
	2.2.	Dans le cadre de la révision du DRSP, le programme a apporté un appui financier de 5000.000 FCFA à l'organisation d'ateliers régionaux de synthèse à Saint-Louis, Bambey et Tamba.	Rapport disponible Rapport d'atelier régional de Bambey disponible	Le processus entamé à Tamba se poursuit dans les autres régions

Axes stratégiques	Produits escomptés	réalisations	Indicateurs/moyens de vérification	Observations
2. Suivi de la pauvreté et des inégalités	2.2. mise en place de l'Observatoire des conditions de vie et du développement humain	Au cours de l'année, les activités des consultants recrutés dans le cadre de l'OCV ont consisté à : - finaliser les travaux préparatoires de l'Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal (ESPS-2005) - élaborer la note de procédure de la réalisation de la Base - de Données des Indicateurs sociaux du Sénégal (BADIS version 2003-2004) - poursuivre les travaux d'identification et de renseignement des indicateurs de suivi des conditions de vie des ménages Le travail préparatoire pour la réalisation de l'enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal (EPS-2005) se poursuit. Les documents techniques relatifs à cette enquête, notamment le questionnaire et le guide de l'enquêteur, le manuel du contrôleur et d'autres formulaires et fiches de collecte sont en cours d'élaboration.	Le projet de mise en place de l'OCV est disponible	Le comité de pilotage chargé du suivi de l'étude a validé le document de projet portant sur l'OCV le 3 juillet 2005. Une journée de restitution devait être organisée dans le courant du mois de décembre avec la DPS et présidée éventuellement par le Ministre de l'Economie et des Finances ou le (MFFDS). Une lettre a été adressée dans ce sens au Directeur de la DPS qui n'a pas encore réagi.
		formation d'une durée de deux semaines à Institut IDEA International au Québec (Canada) du 11 au 22 avril sur le développement de systèmes d'information pour le suivi des stratégies de réduction de la pauvreté.	Draft des documents techniques disponible	La finalisation de l'enquête est prévue dans le courant du deuxième trimestre de l'année 2006.
			Rapports de formation disponibles	Ont bénéficié de cette formation, 02 agents de la DPS, 01 de l'Agriculture, 01 de l'éducation.

Axes stratégiques	Produits escomptés	Réalizations	Indicateurs/MOV	Observations
2. Suivi de la pauvreté et des inégalités	2.1 Cellule de suivi opérationnel des PLCP rendue opérationnelle	2.1.1. Le programme a financé l'étude sur le système de suivi informatisé des plcp. La phase test de l'application qui permet de mesurer le degré de stabilité du système est achevée. Le consultant a déposé la version finale de l'étude et est en train de finaliser le guide d'exploitation de l'application. 2.1.2. Le programme a financé l'étude sur la cartographie. Le rapport provisoire a été déposé. Il reste à finaliser la version cartographiée de l'ensemble des réalisations des PLCP pour l'année 2005. Les zones d'intervention et les réalisations des différents projets (PICP, PAREP, AFDS) ont été matérialisées sur les cartes. 2.1.3. le programme a financé l'étude relative à l'élaboration d'un plan de communication pour l'ensemble des PLCP. le consultant a déposé son rapport provisoire qui a été transmis à l'ensemble des PLCP pour observations. 2.1.4. un protocole de partenariat a été signé avec l'artiste chanteuse Coumba Gao SECK pour accompagner le PAREP et le PNUD dans leurs activités de sensibilisation sur les questions de pauvreté.	Rapport provisoire de l'étude disponible Rapport provisoire disponible Rapport provisoire disponible Copie du protocole disponible	Un atelier de restitution et de partage est prévu dans le courant du premier trimestre 2006 avec la participation de tous les partenaires. La cartographie a été réalisée dans le cadre d'un partenariat liant le PAREP et le Centre de Suivi Ecologique (CSE). L'avantage de ce partenariat réside dans le fait que le (CSE) prend en charge toutes les formations liées à cette activité ainsi que la diffusion des produits. Un atelier national de restitution est prévu dans le courant du premier trimestre 2006. Le document final devra être achevé au plus tard fin janvier. Un atelier national de restitution avec tous les partenaires est prévu dans le courant du mois de février 2006. en complément au protocole, un contrat a été signé avec l'artiste dans le cadre du clip qu'elle compte réaliser et qui porte sur des thèmes liés à la pauvreté, à la délinquance juvénile, à la drogue et au SIDA.

2.1.3. Renforcement des capacités et accès aux services sociaux de base

Cet axe stratégique devrait se traduire par la mise en œuvre du programme de renforcement de capacités et la réalisation d'infrastructures dans les zones de concentration du programme.

2.1.3.1. Le renforcement des capacités.

La stratégie du programme en matière de renforcement de capacités a été élaborée par l'Expert responsable de cette composante. Cette stratégie traduite en plan directeur a été validée au cours de la réunion de coordination élargie à la présentation des modes opératoires portant sur les différentes composantes du programme à savoir : (i) les infrastructures de base ; (ii) le Fail et le Faileu ; (iii) le système de suivi ; (iv) la microfinance ; (v) les alliances et partenariats.

Sur la base du plan directeur, les activités de formation suivantes ont été réalisées :

A. Formation des femmes du quartier Kandé Cibink de Ziguinchor en techniques de transformation des céréales et légumineuses locales (manioc en semoule de farine produit d'athiéké)

La formation s'est déroulée du 09 au 13 août à la maison des jeunes de Kandé Cibink dans la commune de Ziguinchor. 30 femmes ont bénéficié de cette formation qui a été assurée par le Cabinet Cap Sud Technologie sélectionné à la suite d'un appel d'offre.

La formation visait le renforcement des capacités des femmes en matière de transformation des céréales locales qui existent dans la zone. Il s'est agi également de permettre aux femmes bénéficiaires de diversifier leurs activités génératrices de revenus et, donc, de contribuer à la lutte contre la pauvreté par la création d'une valeur ajoutée locale.

Sur le plan pédagogique, un accent particulier a été mis, au cours de cette formation, sur les aspects pratiques avec une série de démonstrations culinaires de la préparation de mets locaux. Cette formation a permis ainsi aux bénéficiaires d'être capables de préparer plusieurs plats locaux à base de manioc.

A la fin de la formation, tous les supports pédagogiques ainsi que la matière d'œuvre ont été remis aux bénéficiaires. Dans une perspective d'appropriation des compétences acquises, les bénéficiaires ont été invités à élaborer leur projet générateur de revenus qui sera financé par le programme. Deux autres sessions de formation sur la transformation du manioc en Gari et Tapioca sont prévues dans le

courant du mois de janvier 2006 pour 60 femmes dont 30 femmes du quartier Kandé Cibink et 30 femmes du quartier Djibock de Ziguinchor.

Dans l'axe **Saint-Louis-Matam**, le volet formation a surtout porté sur les activités d'insertion des sortantes des CRETEF dans le cadre du Fonds de Développement Local (FDL) mis en place grâce à la coopération luxembourgeoise.

Les activités menées dans ce cadre ont porté sur :

- l'insertion des jeunes diplômés des Centres de Formation technique et Professionnelle
- l'élaboration de plans de développement de quartiers
- l'appui à la mise en œuvre du projet « réduire la pauvreté par la pédagogie de l'entrepreneuriat dans les collèges et darhas »

A. Insertion des jeunes diplômés des centres de formation technique et professionnelle

Le Programme d'insertion du FDL2 concerne sept (07) promotions et 06 filières dont une (01) filière du CRETF de Matam, deux (02) filières des CETF et CDFP de Podor, deux (02) filières des CRETF et CRFP de Saint-Louis et une (01) filière du CRETF de Louga.

1) Formulation du programme d'insertion des sortantes des CETFF de Saint Louis, Louga et Matam

En vue d'assurer les meilleures conditions de réalisation du Programme d'insertion dans les zones d'intervention de l'Antenne, une mission d'information et d'identification des acteurs locaux a séjourné du 07 au 11 juin dans les Départements de Dagana et Podor, du 14 au 15 juin à Louga et du 21 au 23 juin à Matam. Les visites dans la commune de Saint-Louis ont été finalisées le 30 juin. Les séances de travail avec les structures et centres de formation technique et professionnelle ont porté sur les modalités de mise en œuvre du Programme d'insertion, sur les fiches d'identification des sortantes et sur le projet d'arrêté du comité de suivi local.

En ce qui concerne l'étude relative à la mise en place d'un programme d'insertion, la commission de dépouillement composée du développement communautaire, de l'ARD, de l'Inspection d'Académie, de la Coordination et de l'antenne a recruté un consultant dont le contrat a été établi et signé pour un montant total de **1 950 000 F CFA**. Pour des raisons de disponibilité des fonds, le consultant n'a commencé son travail qu'au mois de décembre 2005. Les résultats de ses enquêtes seront disponibles à la fin du mois de janvier 2006 et feront l'objet d'ateliers de restitution dans les localités

concernées par le programme d'insertion. Ainsi la mise en place des comités de suivi dudit programme est-elle effective dans tous les départements.

Un atelier d'auto-évaluation du programme d'insertion des jeunes filles du CRETF du FDL1 a été organisé du 26 au 27 Avril 2005. Il a regroupé un panel d'experts autour des GIE Sant Yalla pour la restauration et Yaakar pour la couture confection pour tirer les résultats et enseignements de cette expérience. L'objectif ultime visé à travers cet exercice est de favoriser la mutation des GIE en Micro et Petite Entreprise d'une part, de permettre à l'équipe du FDL d'affiner ses stratégies d'insertion par rapport au nouveau programme destiné aux sortantes des Centres de Formation Technique et Professionnel, d'autre part. Les reliquats de la formation des sortantes du CRETF de Saint Louis du FDL1 ont été payés. Des séances de travail ont été organisées avec les intéressés pour leur expliquer le retard accusé dans la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de la première phase du FDL.

B. Renforcement des capacités de planification locale à travers l'élaboration de plans de Développement de Quartiers (PDQ)

Dans le cadre des activités d'élaboration des plans de développement des quartiers, les cabinets Trait d'Union pour la commune de Niandane (département de Podor) et Gamma Ingénierie pour Dagana (département de Dagana) ont été recrutés. Le processus d'élaboration des PDQ de deux quartiers dans chaque commune est bouclé. Les rapports provisoires des PDQ ont été déposés et des copies distribuées aux différents partenaires (Communes, comités d'initiatives des quartiers, ARD, Partenariat, ANCAR) et à la coordination pour lecture, suggestions et recommandations. Une réunion de synthèse avec les cabinets est prévue au début de l'année 2006 pour finaliser cette activité.

C. L'appui à la mise en œuvre du projet « réduire la pauvreté par la pédagogie de l'entrepreneuriat dans les collèges et darhas »

Dans le cadre du programme « réduire la pauvreté par la pédagogie de l'entrepreneuriat dans les collèges et daaras », l'UNESCO-BREDA, en partenariat avec le PNUD, le PAREP, et l'AIF a organisé un séminaire de formation de formateurs sur les thèmes « genre leadership et droits humains ». Ce séminaire, qui s'est déroulé du 26 septembre au 1^{er} octobre 2005 à Saint-Louis, a rassemblé 30 participants représentant des structures (collèges ou daaras) basées dans diverses régions : Saint-Louis, Kaolack, Diourbel, Tamba, Kolda et Iouba. Imprégnés sur les concepts développés, ils devaient à leur tour démultiplier l'expérience dans leurs localités respectives érigées en pôles selon les régions :

- Pôle de Saint-Louis : St-Louis / Rd-Toll ;
- Pôle de Kaolack: Diourbel/Kaolack;
- Pôle de Tamba : Tamba/kolda.

Le pôle de Saint-Louis a organisé un atelier à Richard-Toll les 27, 28,29 octobre 2005 dans les locaux de la Mairie. Une réunion du Comité Régional de Suivi du projet a été organisée à l'Hôtel de région de Saint-Louis. Au cours de cette réunion, il a été passé en revue l'ensemble des problèmes auxquels est confronté le projet et des recommandations pertinentes ont été formulées pour une meilleure efficacité de l'intervention.

L'évaluation à mi-parcours réalisée en juin 2005 a montré que le projet a enregistré des résultats appréciables sur le plan :

- Du dispositif de formation dans les filières écotourisme, informatique, mécanique, ouvrage métallique et électricité ;
- Des performances des élèves bénéficiaires de l'appui du projet

Le programme a été représenté à l'atelier de restitution de l'étude par la coordination et l'Antenne de Saint-Louis organisé le 15 octobre 2005 à l'hôtel de Région de Saint-Louis.

La pertinence du projet a été partagée par l'ensemble des acteurs intervenants et les partenaires notamment, la SAED qui a mis à la disposition du projet des moyens pour des visites de sites et l'Association des parents d'élèves qui s'est engagée à appuyer le projet en apportant une contribution en nature (bois, eau etc), le Conseil Régional de Saint-Louis qui offre des possibilités de financement et d'accompagnement des élèves à partir de 2006 dans le cadre d'un nouveau programme récemment mis en place grâce à la coopération bilatérale. La CSS a également promis de prendre en charge des stagiaires parmi les élèves de la filière informatique et probablement d'en embaucher les meilleurs.

Dans l'axe Diourbel-Fatick-Malem Hodar, les activités de renforcement de capacités ont porté sur :

- la formation des membres des mutuelles
- la formation des conseillers ruraux
- la formation des membres des CIVD

A. La formation des membres des Mutuelles

Toutes les formations prévues pour les nouvelles mutuelles (les mutuelles Calebasse par AJICODEV, Natangué de N'Gayokhème par TATAAN et Natangué de Maleme par APCP) sont déjà effectuées sauf pour le PAGR. Cette organisation avait, en effet, bénéficié d'un financement sur les fonds de l'ex PELCP. La gestion des financements s'est révélée désastreuse avec des détournements de fonds et de nombreux impayés pour les crédits alloués aux membres. C'est dans ce contexte qu'un Comité de Pilotage composé de Chefs de services et de responsables d'O.N.G.a été mis en place par le Préfet du Département de Bambey pour redresser la situation. Il n'était donc pas opportun, dans ce contexte, de démarrer le processus de renforcement de capacités au profit du PAGR.

Les formations au profit des mutuelles avaient comme objectifs de :

- Renforcer les capacités des leaders membres des organes de la mutuelle dans leurs rôle de coordination et d'exécution des différentes politiques de la mutuelle ;
- Assurer un fonctionnement efficace de la mutuelle par la maîtrise par les responsables de la gestion administrative, comptable et financière de l'institution ;
- Améliorer le système comptable et de gestion des activités de micro- crédit de l'institution ;
- Faciliter le suivi financier et le contrôle des activités de la mutuelle.

Les sessions de formation ont concerné près de 80 personnes dont 35 femmes et 45 hommes et les résultats obtenus sont considérables en termes de capacités des membres à organiser et faire fonctionner leur mutuelle, de maîtrise des documents de gestion (politique de crédit, politique d'épargne, manuelle de procédures) de la mutuelle, de connaissance des rôles et responsabilités des membres des organes de la mutuelle (Conseil d'Administration, Comité de crédit, comité de surveillances, comité d'animation et de promotion), de maîtrise des techniques de rédaction de documents administratifs tels que les comptes-rendus de réunions, des procès verbaux et des rapports d'activités. Les gérants, les caissiers et les agents de crédits des mutuelles bénéficiaires ont renforcé leurs capacités en technique de comptabilité et de gestion financière de la mutuelle.

B. Renforcement des capacités des élus locaux

Les conseillers ruraux de Malem Hodar et N'Gayokhème ont été formés simultanément du 6 au 8 décembre 2005 à Malem et à N'Gayokhème respectivement en gestion des terroirs et dans les compétences transférées en matière d'éducation et de santé par l'opérateur SAFEFOD. Les sessions de formation ont ciblé 32 personnes à Malem Hodar dont 30 hommes et 02 femmes, le même nombre de personnes à Ngayokhème avec 29 hommes et 03 femmes. La faible

représentation numérique des femmes s'explique par les disparités d'équité et d'égalité de genre notées au niveau de la composition des membres des Conseils ruraux marqués généralement par une plus forte représentation des hommes. Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication et de la prise en charge de l'équité et de l'égalité de genre dans le processus de mise en œuvre du programme, une campagne de plaidoyer devra être développée en faveur d'une plus grande participation des femmes aux instances de prise de décision au niveau local.

Au terme des deux sessions de formation :

- la notion de transfert de compétences a été expliquée aux élus locaux
- les rapports entre le CR et les services de l'éducation et de la santé ont été maîtrisés
- les compétences de la CR en matière d'aménagement du territoire cernées ;
- les acteurs impliqués dans l'élaboration du schéma d'aménagement du territoire identifiés ;
- les différentes catégories des terres du domaine national classifiées ;
- les compétences de la CR en matière d'éducation et de santé maîtrisées par les élus.

C. Renforcement des capacités des membres du CIRD de N'Gayokhème

Les membres du CIRD de N'Gayokhème ont été formés du 13 au 15 décembre 2005 en gestion des terroirs villageois. L'objectif poursuivi par le module de formation est, d'une part, de guider les membres des cadres de concertation dans l'organisation de la participation communautaire à travers l'approche « gestion des terroirs villageois » et, d'autre part, d'initier les cibles à la gestion du FAIL.

Au terme de la formation qui a ciblé 35 personnes dont 27 hommes et 08 femmes, les responsables des cadres de concertation :

- maîtrisent les principes et les implications de la réorganisation des terroirs villageois en rapport avec la politique de décentralisation ;
- sont capables d'intégrer la planification/programmation participative dans le pilotage du développement de leur collectivité.
- maîtrisent les mécanismes d'octroi et de remboursement/recouvrement des crédits consentis à partir du FAIL mis en place par le PAREP.

En ce qui concerne l'axe **Tamba-Kédougou-Bakael**, la composante renforcement de capacités n'a pas réellement démarré de manière significative en 2005. La raison est liée au fait que les activités génératrices de revenus (AGR) n'avaient pas encore démarré durant l'année écoulée.

Or, le renforcement des capacités devrait être fortement articulé à ces activités pour leur assurer une meilleure rentabilité et une plus grande durabilité.

On peut signaler, toutefois, la formation des membres du CIVD de Dimboli à la création de cette structure en Février/Mars 2005. Tout récemment, après le premier comité de sélection de projets FAIL/Dimboli, les consultants ont été retenus pour la formation des membres du CIVD des 3 autres CR. Cette formation se déroulera dans le courant du 1^{er} trimestre 2006. La campagne de sensibilisation/Information des élus locaux sur la lutte contre le SIDA sera également lancée.

Le résumé analytique de l'ensemble de ces activités est présenté dans le tableau ci après :

Activités	Modules	Cibles	Nombre de personnes formées		Date et Lieu	Résultats obtenus	Observations
			Hommes	Femmes			
Formations/in sertion	Transformation des céréales et légumineuses locales (manioc en semoule de farine produit d'athiéké)	Membres de la Fédération des GPF	-	30 femmes	Quartier Kandé Cibink Ziguinchor : 9-13 août 2005	Les bénéficiaires sont capables de : - préparer le manioc et le conserver - préparer dix mets locaux à base d'athiéké - respecter les normes de qualité assurer la démultiplication au sein des Unités.	Deux autres formations sont prévues sur la transformation des céréales locales en tapioka et gari.
	Insertion des jeunes diplômés des centres de formation technique et professionnelle	7 Promotions des sortantes et six filières	-	-	CRETf de Matam, CETF et CDFP de Podor, CRETf et CRFP de Saint-Louis CRETf de Louga.	Une stratégie d'insertion des sortantes est en cours d'élaboration les fiches d'identification des sortantes sont élaborées Le projet d'arrêté du comité de suivi local est élaboré Un atelier d'auto évaluation tenu	Le contrat est signé et le consultant a commencé le travail
	Elaboration et évaluation de projets	Membres du CIVD de Dimboli	H=13	F=05	Tambacounda ; Communauté rurale de Dimboli : mars 2005	Les membres du CIVD sont capables de : - identifier des projets - élaborer des projets - suivre et évaluer leurs projets.	le programme de renforcement de capacités est articulé à la mise en place des AGR, or celles-ci n'ont pas effectivement démarré.
	Organisation, fonctionnement de la mutuelle, rôles et responsabilités des membres	Membres de la mutuelle Calebasse de Développement	H =02	F=26	Commune de Bambey	- Les membres des organes maîtrisent l'organisation et le fonctionnement de leur institution ; - Le gérant ,le caissier et l'agent de crédit sont renforcés en technique de comptabilité et de gestion financière de la mutuelle ;	Mise en place des financements prévue en 2006.

Activités	Modules	Cibles	Nombre de personnes formées		Date et Lieu	Résultats obtenus	Observations
			Hommes	Femmes			
Formations	Gestion et fonctionnement de la Mutuelle, rôles et responsabilités des membres	membres des organes et personnel technique de la MEC « Natangué » de Ngayokhème	H=24	F=11	Ngayokhème (Bambey)	- Les membres des organes maîtrisent l'organisation et le fonctionnement de leur institution ; - Le gérant est renforcé en technique de comptabilité et de gestion financière de la mutuelle ; - Les membres du comité de surveillance initiés sur les techniques et procédures de contrôle de la gestion de l'institution par les différents organes	L'objectif général comme les objectifs spécifiques de la formation ont été largement atteints
	Transfert de compétence en matière d'aménagement du territoire Gestion des terres du domaine national	élus locaux membres du Conseil rural de Malem Hodar	H=30	F=02	Malem Hodar (Fatick)	- Les compétences de la CR en matière d'aménagement du territoire cernées ; - Les acteurs impliqués dans l'élaboration du schéma d'aménagement du territoire identifiés ; - Les différentes catégories des terres du domaine national classifiées ; - Les procédures de d'affectation, de désaffectation et de réaffectation des terres du domaines national maîtrisées par les élus	La compréhension des conseillers ruraux des compétences transférées en matière d'aménagement du territoire a été renforcée.
	Transfert de compétences dans les domaines de l'éducation et de la santé	Elus locaux	H=29	F=03	Ngayokhème	- La notion de transfert de compétences expliquée aux élus locaux - Les compétences de la CR en matière d'éducation et de santé cernées - Les rapports entre le CR et les services de l'éducation et de la santé maîtrisés ;	L'objectif général comme les objectifs spécifiques de la formation ont été largement atteints
	Gestion des terroirs villageois	Membres des CVD et CIVD de Ngayokhème	H=27	F=08	NGayokhème (Bambey)	Les responsables des cadres de concertation : - Maîtrisent les principes et les implications de la réorganisation des terroirs villageois en rapport avec la politique de décentralisation ; - Maîtrisent les mécanismes d'octroi et de remboursement/recouvrement des crédits consentis à partir du FAIL mis en place par le PAREP.	Mettre à la disposition des participants la version finalisée du guide du participant.

2.1.3.2. Accès aux services sociaux de base

La prise en charge de cette composante devrait se traduire par la réalisation d'infrastructures de base dans les zones de concentration du programme. L'objectif visé est de réduire la prévalence de la pauvreté dans ces zones en facilitant l'accès à des services sociaux de base de qualité aux plus pauvres. Le bilan annuel des réalisations se présente ainsi qu'il suit suivant les zones de concentration du programme :

A Ziguinchor, les activités liées au développement de services sociaux de base a porté sur :

- **la construction d'un bloc de deux (02) salles de classe** avec un équipement de 160 tables bancs, 02 armoires, 02 bureaux et 02 chaises. Les classes qui servaient d'abris provisoires aux élèves ont été ainsi supprimées. L'Ecole compte à présent 12 classes fonctionnelles et polarise 12 villages. Le coût global du financement est de 10 275 814 FCFA.
- **L'équipement des écoles de Fanda, Niabina et Bouroufaye Diola en tables -bancs, chaises, armoires et bureaux** pour un coût global de 13 160 032 FCFA. Le PAREP apporte ainsi une réponse à un besoin fortement exprimé par les populations. Une cérémonie publique de réception de cet équipement a été organisée à Ziguinchor le... sous la présidence du Ministre de la Femme, de la Famille et du Développement Social en présence du Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle et de Madame la première Dame.
- **La réhabilitation du poste de santé de Kaguitte, la construction d'un logement infirmier et d'un mur de clôture** pour un coût global de 13 631 960 FCFA. Cette structure médicale polarise 25 villages pour 11544 habitants.
- **La réhabilitation du Poste de santé de Mangoulène et le fonçage d'un puits alimentaire** dans la communauté rurale de Tengory pour un coût global de 12 499 805 FCFA.

D'autres infrastructures sont en cours de réalisation. Il s'agit de : (i) la construction du mur de clôture de l'école de Tendimane dans la communauté rurale de Tengory pour un coût global de 10. 150.000 FCFA ;(ii) la construction d'un bloc de deux salles de classe à l'école de Falméré dans la communauté rurale de Tengory ;(iii) la construction d'un CEM de trois salles de classes avec latrines dans la communauté rurale de Djibidione pour un coût global de 14.150.000 FCFA.

Dans l'axe **Saint-Louis-Louga-Matam**, les principales activités réalisées ont porté sur :

- L'achèvement des quatre infrastructures de l'ex programme (Tarédji, Agnam Tonguel) ;
- Réalisation de 6 nouvelles infrastructures dans les CR de Mpal, Gandon, Gaé, Aéré Lao, Agnam civil et Ogo.

A. L'achèvement des quatre infrastructures de l'ex programme (Tarédji, Agnam Tonguel, Namardé et Alingo)

☞ Poste de santé de Taredji

Après la signature d'un avenant avec le même entrepreneur qui avait en charge l'exécution du chantier dans le cadre de l'ex PELCP, les travaux ont effectivement démarré au mois d'avril 2005. Ainsi, malgré le retard accusé dans le paiement des entrepreneurs, toutes les malfaçons du bloc de soins et la finalisation des anciens travaux (maternité, logement ICP) ont été reprises. Les travaux supplémentaires (revers d'eau, fosse sceptique, agrandissement des toilettes de la maternité, abri pour accompagnants, alimentation en eau, bassin à eau et incinérateur) sont également finalisés. La réception définitive des anciens travaux et la réception provisoire des travaux supplémentaires sont effectuées.

Avec le démarrage du FDL et sur demande des populations, l'achèvement du mur du poste de santé a été pris en charge avec l'entreprise ESERCO. Les travaux sont finalisés et la réception provisoire est prévue dans le courant du mois de janvier 2006.

☞ Puits de Alingo

L'avenant signé avec la brigade des puits pour le fonçage de 4 m supplémentaires n'a pas permis de débloquer la situation. En effet, un retard considérable de 8 mois est constaté dans l'exécution du chantier à cause du non respect des engagements de la brigade des puits. Les engagements pris par le nouveau chef des brigades a permis de redémarrer le chantier. La réception provisoire est prévue en fin janvier 2006. Situé à plus 120 Km de l'axe du goudron et à 10 Km du forage le plus proche (Galina), ce puits répond à un besoin pressant des populations.

☞ Case de santé de Agnam Tonguel

Suite à la résiliation de l'ancien contrat pour faillite de l'entreprise, un nouvel Entrepreneur ESERCO est sélectionné à la suite d'une consultation restreinte. Le chantier avec les travaux supplémentaires (hangar pour accompagnants, incinérateur, bassin à eau, pharmacie) est finalisé et la réception provisoire est faite depuis juin 2005. La réception définitive est prévue dans le courant du mois de janvier 2006. La case de santé est déjà fonctionnelle avec les équipements et

les médicaments mis en place par le FDL. Elle constitue un relais du poste de santé de Guédé qui se trouve dans une zone enclavée.

Case de santé de Namardé

Les travaux de réalisation de la case de santé de Namardé avec l'entreprise Nord Réalisations sont achevés. Il s'agissait de finir le bloc de 5 pièces, de construire un hangar pour accompagnants, un incinérateur, un mur de clôture et des latrines 2boxes. La réception provisoire est faite. La réception définitive est prévue dans le courant du premier trimestre 2006. Située à 75 Km de l'hôpital de Ndioum, la case de santé de Namardé polarise 22 villages et hameaux pour une population de 3 200 habitants. Le poste de santé le plus proche se trouve à 9 KM.

Equipement des infrastructures de l'ex PELCP

Prise en charge dans le cadre du FDL suite à un appel à la concurrence en quatre lots, les marchés d'équipement des quatre structures de santé de Namardé, Agnam Tonguel, Thiélaw et de Tarédji sont attribués aux fournisseurs SODEMED (Agnam et Tarédji) et Hospital Engineering (Namardé et Thiélaw). Les équipements livrés sur site au courant du mois d'août sont réceptionnés en présence des représentants des districts, des conseils ruraux et des comités de suivi. Le montant total des équipements des 4 infrastructures sanitaires est de **10 714 636 F CFA** et le paiement des fournisseurs a été effectué.

Dotation en médicaments des quatre structures sanitaires

Comme les équipements, la dotation en médicament des structures de santé de Taredji, Namardé, Agnam Tonguel et Thiélaw est prévue dans le cadre du FDL. La pharmacie régionale d'approvisionnement de Saint Louis, sur bon de commande, a approvisionné ces structures en médicaments. La réception provisoire est prononcée au mois d'août et le paiement effectué pour un montant global de **2 316 923 CFA**.

Recrutement de Maîtres d'œuvre pour l'étude et le suivi des infrastructures

L'évaluation des infrastructures réalisées dans l'ex programme a décelé beaucoup de défaillances techniques dues au manque de suivi régulier des chnatiens par un spécialiste après la fermeture du programme. Avec le démarrage de la réalisation de nouvelles infrastructures et dans un souci d'efficience et de rentabilité, l'option de recruter des maîtres d'œuvre (MO) a été retenue par l'antenne et validé par la coordination. Ainsi, une consultation restreinte a permis de recruter 3 maîtres d'œuvres. Une mission d'introduction des Maîtres d'oeuvre a marqué le démarrage des études de projets de mise en place d'infrastructures dans les villages suivants :

2.1.4.3. Axe Diourbel-Fatick-Malem Hodar

Les activités menées dans les zones de concentration du programme ont porté sur :

- le processus de mutualisation du Projet d'Appui aux Activités Génératrices de Revenus (P.A.G.R.) et du CIVD de N'Gayokhème
- la mise en place de la Mutuelle de Malem Hodar
- la mise en place de lignes de crédit
- la mise en place des Fonds d'Appui aux Initiatives Locales (FAIL) de N'Gayokhème et de Malem Hodar,

A. Le processus de mutualisation du Projet d'Appui aux Activités Génératrices de Revenus (P.A.G.R.) et du CIVD de N'Gayokhème

Le PAGR avait bénéficié d'un financement sur les fonds de l'ex PELCP. Mais, par manque d'expérience et n'étant pas juridiquement habilité à gérer des fonds, ce projet n'a pas été en mesure de sécuriser les fonds. Il a été ainsi constaté des détournements de fonds et de nombreux impayés pour les crédits alloués aux membres. C'est dans ce contexte qu'un Comité de Pilotage composé de Chefs de services et de responsables d'O.N.G.a été mis en place par le Préfet du Département de Bambey en vue de redresser la situation. Il a ainsi été décidé d'engager le processus légal de mutualisation du projet avec l'appui de l'opérateur AJICODEF retenu à la suite d'un appel d'offre public. Les activités ont démarré par une sensibilisation de masse qui a contribué à élargir le cercle des adhérents. Une Assemblée Générale Constitutive a été tenue ensuite le 05 octobre pour la mise en place du bureau et des organes. Tous les documents sont fin prêts pour une demande d'agrément. Le processus de mutualisation suit son donc cours même si des irrégularités d'ordre administratif et réglementaire ont été notées.

B. La mise en place de la Mutuelle de Malem Hodar

A l'origine, en tenant compte des problèmes rencontrés par le P.E.L.C.P. avec le financement des CIVD, le principe retenu était la « mutualisation » du CIVD de Malem Hodar. Un comité d'initiative a été mis en place pour mener une campagne d'information auprès des populations pour une adhésion massive à la future mutuelle. Comme il existait une mutuelle dénommée « Natangué » qui a son récépissé dont certains adhérents étaient membres dudit comité d'initiative, il a été décidé, de concert avec les autorités locales et les populations concernées, de procéder à la fusion des deux structures. Après plusieurs réunions préparatoires, une Assemblée Générale Extraordinaire a été tenue pour mettre en place les organes. Le Protocole d'accord a été signé avec l'Opérateur APCP et l'avance de

démarrage payée. La formation des membres des organes est en cours ainsi que les opérations de financement des demandes de crédits.

En ce qui concerne la mutualisation du CIVD de N'Gayokhème, un comité d'initiative pour l'information des populations a été mis en place. L'opérateur TATAAN, recruté à la suite d'un appel d'offre, a procédé à la mise en place du bureau des différents organes. La demande d'agrément a été déposée et la formulation des demandes de prêt effectuée. La formation des membres des organes a été organisée du 26 au 30 novembre 2005. Les financements seront mis en place dans les jours à venir.

C. La mise en place de lignes de crédits au bénéfice de la mutuelle Calebasse de développement, à l'Association des Handicapés de Bambey et au CIVD de N'Gogom.

La Mutuelle « Calebasse du Développement ».

Cette structure de création récente regroupe des femmes du département de Bambey. L'Opérateur AJICODEF recruté par le PAREP a entamé le processus d'encadrement et de renforcement des capacités des membres et des organes mis en place. Le financement des micro-projets identifiés se fera dans le courant du premier trimestre 2006 à travers une ligne de crédit de 10.000.000FCFA.

Le financement de l'Association des Handicapés de Bambey.

Cette ligne de crédit de trois millions sera logée dans la future mutuelle « Thiapy » qui devra être mise en place par le P.A.G.R. Les contraintes liées à la création de cette mutuelle et la finalisation du Protocole avec la mutuelle porteuse expliquent le retard accusé dans la mise en place des Fonds.

Le financement du C.I.V.D. de N'Gogom

Le montant de la ligne de crédit est de 15.000.000 FCFA. Le processus de « mutualisation » des autres CIVD a été retenu. Des investigations ont permis, toutefois, au programme, à travers l'Antenne de Bambey, d'être informé de la mise en place récente d'une mutuelle par le Conseil rural avec l'assistance et l'encadrement de la M.E.C.D.A.S. L'Antenne a pris contact avec cette structure et assisté à l'A.G. constitutive de la mutuelle locale. Des locaux sont déjà construits et les dirigeants désignés (bureaux des organes, gestionnaire, caissier,). Une requête a été adressée à l'Antenne, de même qu'un Projet de Protocole qui sont à l'étude.

D. La mise en place des Fonds d'Appui aux Initiatives Locales (FAIL) de Ngayokheme et de Malem Hodar,

Les modalités de mise en œuvre et de gestion transitoire ont été déterminées dans le cadre de protocoles de partenariat liant le PAREP et les CIVD. Ces Protocoles sont en cours de finalisation. Le financement se fera à travers une ligne de crédit qui sera logée dans les deux mutuelles « Natangué ».

2.1.4.4. Ziguinchor

Le développement des activités génératrices de revenus dans cette zone devait être précédé par la mise en place préalable des Comités villageois de Développement (CVD) et des Comités Inter villageois de Développement (CIVD) qui en sont les réceptacles. La principale activité réalisée porte ainsi sur la mise en place de ces Comités dans la communauté rurale de Tengory à la suite d'une étude préalable sur la réorganisation des terroirs villageois. L'ONG Justice et Développement, qui devait réaliser l'étude, a déposé son rapport.

Le processus de mise en place des CVD et CIVD avait pour objectifs de :

- identifier des espaces ruraux homogènes de la communauté rurale de Tengory
- mettre en place les CVD et CIVD
- favoriser l'émergence de projets AGR articulés à la gestion des ressources naturelles financées dans le cadre du Fonds d'Appui aux Initiatives Locales (FAIL)

Le processus a été mené selon une démarche participative impliquant l'ensemble des acteurs de la Communauté rurale à travers des réunions techniques et communautaires de diagnostic et de mise en place des CVD et CIVD. Cet exercice a permis de collecter une batterie d'informations portant sur :

- l'inventaire des chefs de villages, notables ou groupes de villages
- les OCB présentes dans chaque village ou groupes de villages
- les activités développées par ces OCB
- les revenus tirés des AGR et leur répartition budgétaire par ménage
- les structures d'encadrement opérationnelles dans la zone.

Axes stratégiques	Produits escomptés	Réalisations	Indicateurs	Observations
Création de richesse	Un portefeuille de 100 micro-projets approuvés et financés chaque année dans les zones de concentration du programme	Axes d'intervention		
		Axe Saint-Louis-Louga-Matam		
		- 38 MP/AGR sont présélectionnés dans les CR de Ogo, Agnam Civol et Matam commune - 10 MPE présélectionnés dans la région de Saint Louis	Rapport de présélection disponible	Pas encore de projets présélectionnés à Nguene Sarr, Aéré Lao, communes de Dagana et Niandane
		Un PA est en cours avec l'ANCAR pour la reformulation, le suivi et l'accompagnement des Promoteurs AGR et MPE dans la région de Saint Louis	Projet de protocole disponible	Sur la base d'un PA tripartite le PDER et le PAPES ont participé à l'identification des MPE
		Un seul comité s'est tenu pour les MP/AGR de Gandon, Mpal, Gaé et Mbane et a sélectionné 14 MP/AGR	PV de présélection disponible	Comité de sélection de Matam non encore organisé
		Reformulation des 14MP/AGR de Gandon, Mpal, Gaé et Mbane par l'ANCAR Signature de PA avec les promoteurs		Financement en cours pour les 14 MP/AGR. Elle sera effective en début janvier
		- Elaboration d'une stratégie de financement pour les handicapés - Validation de la stratégie et élaboration Plan d'actions par les fédérations départementales de Podor et Dagana - Signature d'un PA avec les mutuelles de MECAP (Podor) et WAAMEC (Dagana) pour la mise en place de ligne de crédit de 5 000 000 F pour chaque fédération de Podor et de Dagana - Rencontre la Fédération de Matam ; validation et élaboration plan d'actions en cours	Document de stratégie et plans d'actions disponibles	Activité réalisée avec le Partenariat Lille dans le cadre d'une convention signée. La mise en place des lignes de crédit de Podor et Matam sera effective en début janvier
		Evaluation des lignes de crédits mises en place par l'ex PELCP - Elaboration de TDR et transmission à la coordination - Activité prise en charge par la coordination : réactualisation du PA établi par l'ex Programme ; évaluation en cours	Copie TDR disponible	Finalisation au premier trimestre 2006
		Diagnostic des nouvelles mutuelles - Activité prise en charge par l'expert en micro finance de l'antenne en partenariat avec le PDER, l'ARD et l'ANCAR		Activité en cours et sera finalisée en janvier 2006

Axes stratégiques	Produits escomptés	Réalisations	Indicateurs /MV	Observations
Axe d'intervention				
Axe Tamba-Kédougou-Bakel				
Création de richesse	Un portefeuille de 100 micro-projets approuvés et financés chaque année dans les zones de concentration du programme	- Sensibilisation des populations des 3 CR de Dimboli, Nétéboulou et Gathiary et de Médina Fulbé	Rapport de mission disponible	La sensibilisation est réalisée dans les 3 CR et partiellement dans celle de Médina Fulbé
		- Etude réorganisation des TV de Nétéboulou et Médina Fulbé	Rapports disponibles	Les études sont réalisées et les rapports provisoires déposés
		- Suivi des activités des CIVD des 4 CR de Dimboli, Nétéboulou, Gathiary et Médina Fulbé	Rapport de suivi disponible	Cette activité est en cours de réalisation. Le CIVD de Dimboli est formé et suivi, il reste ceux de Médina Fulbé, Nétéboulou et Gathiary qui sont déjà mis en place, les opérateurs chargés de leur suivi sont en voie de recrutement
		- Organisation des comités de sélection des CIVD des 4 CR	PV de sélection disponible	Activité en cours de réalisation pour Dimboli. Les autres seront réalisées courant 2006
		- Financement de 50 projets AGR/GRN	PV de sélection de 26 projets disponible	26 projets sont sélectionnés par le comité de Dimboli et les financements seront effectués dès la mise en place des fonds.
		- mise ne place du FAILEU Extension du PGOM dans 2 quartiers de la commune		Non encore réalisée mais la 2 ^{ème} phase du PGOM de Gourel Diadié et Camp Navétane a été exécutée